SYNTHÈSE

Cartographie & premiers éléments d'analyse autour des expériences locales inspirées de la Sécurité Sociale de l'Alimentation



Septembre 2025



Contexte

Notre système alimentaire actuel est en crise : il nuit à l'environnement, fragilise les paysans, et rend l'alimentation de qualité inaccessible à beaucoup, malgré son apparent « faible » coût (Secours Catholique et al., 2024). En réalité, l'État dépense 67 milliards d'euros par an pour compenser les effets négatifs de ce système, notamment sur la santé et l'environnement.
Face à cela, des citoyens, chercheurs (Paturel, Ndiaye, Bricas, etc.) et associations ont lancé depuis 2020 l'idée d'une **Sécurité sociale de l'alimentation (SSA)**, inspirée de la Sécu de 1946 (ISF-Agrista, 2019).
Ce modèle vise un accès universel à une alimentation saine, via une cotisation collective, une sélection démocratique des producteurs, et une gouvernance citoyenne (Collectif SSA, 2025). Des expérimentations concrètes inspirées de ces principes voient le jour partout en France, en ville comme en milieu rural. Elles reconnectent alimentation et démocratie, en redonnant du pouvoir d'agir aux citoyens. En février 2025, une proposition de loi a été déposée pour tester ce modèle sur 20 territoires (Assemblée nationale, 2024), elle n'a - à ce jour - pas abouti. Cette démarche cherche à sortir de la logique caritative, pour garantir un **droit effectif à bien manger pour toutes et tous.**

Objectifs de l'étude

Portée par une vision ambitieuse d'un droit universel à une alimentation de qualité, la Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) inspire depuis 2019 près d'une centaine d'expérimentations locales en France.
Pour accompagner cette dynamique, quatre financeurs majeurs – l'ADEME, la Banque des Territoires, la Fondation Daniel et Nina Carasso et la Fondation de France – ont confié à Let's Food et Vertigo Lab une étude nationale. Celle-ci vise à cartographier les initiatives existantes, analyser leurs dispositifs socio-économiques et recenser les approches de suivi et d'évaluation mises en place. Au-delà de recenser les pratiques, faciliter l'inspiration et la mutualisation, l'objectif est aussi d'éclairer comment ces expérimentations locales s'inscrivent dans les trois piliers fondateurs de la SSA et nourrissent le débat national.

Dispositif socio-économique

Le dispositif socio-économique désigne la manière dont une initiative organise ses ressources humaines, financières et matérielles pour fonctionner. Il combine les sources de financement, la répartition des charges et l'implication des acteurs, en s'adaptant aux spécificités de chaque territoire et aux objectifs du projet. (Définition construite par Let's Food et Vertigo Lab à partir de : Associations.gouv.fr, 2024 ; Le Mouvement associatif, 2022)

Dispositif de suivi-évaluation

Le suivi-évaluation est un ensemble structuré des outils, méthodes et processus permettant d'apprécier la mise en œuvre, les résultats et les effets d'un projet au regard des objectifs définis (Gertler P.J., Martinez M., Premand P., Rawlings L. B. Banque Mondiale. (2011). L'évaluation d'impact en pratique.)

Méthodologie

Cette étude, conduite entre mars et août 2025, s'est appuyée sur une démarche exploratoire combinant analyse documentaire, co-construction d'outils, enquête par questionnaire, focus groupes et entretiens individuels. Une proposition méthodologique a été validée par un comité de pilotage (financeurs) et un comité d'experts (chercheurs), avec une note d'intention rappelant que l'objectif n'était pas d'évaluer mais de mieux comprendre les expérimentations.

- Un questionnaire quantitatif, co-construit avec divers acteurs et ouvert sur 3 semaines, a permis de recueillir des données homogènes sur 105 initiatives, malgré des critiques sur ses limites à refléter la complexité des projets. Parmi elles, 32 caisses alimentaires ont été retenues comme cœur d'analyse, malgré la diversité des formes de démocratie alimentaire identifiées, car elles incarnaient le plus clairement les principes de la SSA. Les réponses ont révélé des niveaux d'avancement très hétérogènes, limitant les possibilités d'analyse quantitative. Ce constat a renforcé le choix de recentrer l'étude sur une approche qualitative, plus adaptée pour saisir la complexité des dynamiques locales.
- Quatre focus groupes ont approfondi les dynamiques de démocratie alimentaire, les dispositifs socio-économiques et le suivi-évaluation.
- 7 entretiens ont complété l'analyse avec un éclairage local et contextuel.
- Un plan d'analyse structuré a ensuite permis de traiter les résultats selon les grands axes de l'étude.

Cette étude constitue un point de départ pour des travaux plus approfondis, nécessaires pour accompagner le développement de ces initiatives dans le temps.

Caisse commune de l'alimentation

Une caisse commune de l'alimentation peut être définie comme un "dispositif territorial multi-acteurs, basé sur la gestion collective d'un budget selon un principe de redistribution. Son système décisionnel repose sur un comité citoyen de l'alimentation, qui représente un espace d'éducation populaire, de citoyenneté et d'empowerment."
(Scherer et al., 2024).

Chiffres clés

105 initiatives de démocratie alimentaire recensées

dont **60** caisses alimentaires

dont **32** ayant répondu au questionnaire

Les régions
- AURA
- Nouvelle-Aquitaine
- Occitanie

concentrent le plus d'expérimentations



Des expérimentations de caisses qui se multiplient sur l'ensemble du territoire, aussi bien urbain que rural

La majorité des caisses ont démarré entre le 2e semestre 2024 et le 2e semestre 2025

3 caisses ont plus de 300 expérimentateurs

53% des caisses comptent entre 20 et 50 expérimentateurs

70 % ont déclaré viser une portée universelle (public représentatif du territoire)

Les caisses consolident les écosystèmes d'acteurs à l'échelle territoriale

Une gouvernance collective associant acteurs publics, agricoles, sociaux et économiques facilite l'implantation et le développement des caisses.

Des expérimentations qui affichent des objectifs ambitieux qui s'inscrivent dans le temps long

- accès à l'alimentation durable
- renforcer le pouvoir d'agir des citoyen.es

23 mois en moyenne entre le début de la réflexion et les premiers transferts financiers

Des expérimentations dont les calendriers sont courts et chargés et les moyens insuffisants

- Budget annuel moyen de 299 110 €
- Budget annuel médian de 129 500 €

L'élargissement du nombre d'expérimentateurs renforce les besoins d'animation et les besoins financiers → **65%** des équivalents temps plein (ETP) mobilisés sont assurés par des bénévoles.

La démocratie alimentaire au coeur des projets, de leurs finalité et moyens

- **28/32** Définition participative des objectifs
- **20/32** Construction participative de la Charte de conventionnement
- **25/32** Définition participative des modalités de contribution et de rétribution
- **18/32** Participation citoyenne aux instances de gouvernance

Des initiatives à l'impact encore incertain sur la transition agroécologique à l'échelle des territoires :

- sur les changements de pratiques agricoles
- sur la structuration de filières biologiques et locales
- sur les changements de pratiques alimentaires

17/32 expérimentations ont comme critère de sélection des produits ou commerces la durabilité environnementale des produits proposés (AB, écolabel pêche durable ou équivalent)

15/21 & 11/21 expérimentations ont établi un conventionnement respectivement avec des points de vente producteurs et de la vente à ferme (21/32 caisses ont démarré le conventionnement)

Les moyens humains et financiers nécessaires sont importants, les expérimentations sont dépendantes de financements externes.

63% du budget provient de financements externes (35 % publics, 28 % privés) (17/32 caisses)

37% de l'autofinancement, principalement via les contributions volontaires

La place des collectivités se renforce

- ★ **10/32** caisses ont intégré un Projet Alimentaire Territorial dans leur gouvernance
- ★ **9/32** caisses sont financées en partie par un Projet Alimentaire Territorial
- ★ **4/32** caisses sont portées directement par des collectivités territoriales

Suivi-évaluation

Sur les 29 caisses ayant fourni des renseignements quant à leur dispositif de suivi-évaluation :

26 ont mis en place un système de suivi et/ou évaluation

17 ont mis en place des indicateurs

15 disposent d'un budget dédié

15 ont des liens avec la recherche

Bilan et réflexions : 4 idées à retenir de l'étude

#1 Un foisonnement d'expérimentations « inspirées de la Sécurité sociale de l'alimentation » depuis 2021, qui appelle à renforcer la capitalisation et la mutualisation

Depuis 2021, le paysage des expérimentations territoriales s'inspirant de la Sécurité sociale de l'alimentation (SSA) s'est considérablement étoffé, avec aujourd'hui au moins 105 initiatives recensées, dont 60 caisses alimentaires sur lesquelles nous avons fait le choix de centrer notre étude. Ce mouvement, encore récent, a connu une accélération notable en 2024, témoignant d'un intérêt croissant pour ces modèles innovants qui visent un accès universel ou quasi-universel à une alimentation saine, durable et démocratiquement gouvernée.

Ces initiatives se caractérisent par des profils très diversifiés : des tailles variables, de 50 à 500 expérimentateurs (individuels ou foyers) ; une répartition équilibrée entre espaces urbains et ruraux, avec une forte présence dans les territoires marqués par la précarité alimentaire, mais aussi des zones mixtes. Elles bénéficient d'une pluralité de portages, allant d'associations citoyennes aux collectivités territoriales, en passant par des structures agricoles ou sociales.

Cependant, de nombreuses petites expérimentations restent aujourd'hui peu visibles, manquent de ressources ou de relais institutionnels, notamment du fait d'un démarrage récent. Il est donc essentiel de poursuivre la mise à jour régulière de la cartographie des caisses et initiatives, tout en enrichissant la base de données avec des informations clés, pour faciliter la mise en réseau et la mutualisation. Par ailleurs, renforcer les dispositifs de capitalisation collective et financer la mise en lien des acteurs permettraient de valoriser les retours d'expérience et d'optimiser les apprentissages, conditions nécessaires pour structurer durablement cette dynamique en plein essor, sans pour autant figer une vision de "la" caisse alimentaire locale.

#2 Des objectifs de caisses alimentaires en co-construction, diversifiés selon les contextes, à clarifier en cohérence avec les ressources disponibles et les attentes des financeurs

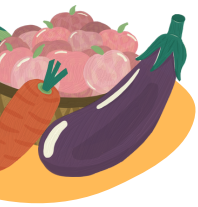
Les expérimentations locales de caisses alimentaires reflètent une grande diversité d'objectifs, qui sont co-construits selon les particularités territoriales, les partenaires engagés, les profils des bénéficiaires et les temporalités envisagées. Si la Sécurité sociale de l'alimentation nationale constitue pour certains un horizon politique fort, toutes les caisses ne sont pas pour autant intégrées au sein du Collectif SSA national ni inscrites dans une dynamique politique similaire.

Cette pluralité soulève des questionnements importants sur la cohérence entre les ambitions affichées et les moyens mobilisés. Beaucoup d'initiatives privilégient en phase expérimentale des objectifs de long terme, notamment la mobilisation citoyenne, la gouvernance démocratique locale et le changement des pratiques individuelles. Ces ambitions doivent être relativisées car la construction d'une démocratie alimentaire exige un temps long alors que les moyens et les durées des expérimentations sont limitées et ne permettent pas toujours de les atteindre. Par ailleurs, l'échelle actuelle des initiatives ne permet pas d'illustrer à court terme les impacts potentiels d'une SSA nationale sur la transition agroécologique et alimentaire (structuration de filières agricoles durables ou transformation des régimes alimentaires par exemple). Au-delà de leur échelle et de leur caractère récent, ces expérimentations se font et évoluent dans un système social, économique et politique devant plus largement être transformé (Webb et al., 2020).

Une clarification des objectifs à moyen et long terme, des indicateurs de suivi adaptés et une réflexion partagée sur les impacts attendus au niveau systémique doivent guider les décisions de financement. Enfin, il convient d'encourager la complémentarité entre différents dispositifs et politiques publiques aussi bien nationales que locales, comme les Projets Alimentaires Territoriaux, et de favoriser une diversité des partenaires pour maximiser les effets d'échelle et la pertinence locale.

#3 Des expérimentations qui assument leur dépendance aux financements extérieurs tout en explorant des systèmes hybrides : la nécessité de sécuriser les ressources humaines et l'ingénierie dans la durée

La mise en œuvre des caisses alimentaires et initiatives associées requiert un investissement humain conséquent, notamment pour la mobilisation et l'accompagnement des habitants, la gouvernance participative, et la coordination multi-acteurs. Ce « travail de dentelle » repose encore largement sur le bénévolat, ce qui interroge la pérennité des projets.



Les postes liés à l'ingénierie, aux ressources humaines et aux fonctions de coordination sont souvent les plus difficiles à financer, d'autant que les contributions volontaires, brique plus ou moins centrale des dispositifs socio-économiques des expérimentations, ne garantissent pas l'équilibre financier. Par ailleurs, le contexte budgétaire contraint et la multiplication des projets conduisant à la dilution des financements disponibles fragilisent la stabilité des initiatives.

Pour relever ces défis, il est essentiel de soutenir les expérimentations sur la durée, en mettant notamment en place des conventions pluriannuelles d'objectifs. Celles-ci permettraient de limiter le temps consacré à la recherche continue de financements et de garantir la mise en œuvre sereine des plans d'action. Les collectivités territoriales ont, à ce titre, un rôle clé à jouer pour sécuriser les ressources financières et veiller à la cohérence ainsi qu'à la transversalité des politiques publiques et des projets de territoire, en particulier dans le cadre des Projets Alimentaires Territoriaux.

Parallèlement, il apparaît crucial de financer des études et expérimentations autour de modèles économiques hybrides. Ceux-ci pourraient inclure des partenariats avec des entreprises, des mécanismes de défiscalisation, des contributions volontaires patronales, ou encore la valorisation des externalités positives, au regard des coûts cachés liés aux modes actuels d'alimentation.

#4 Des dispositifs de suivi-évaluation très hétérogènes et en cours de construction, qui appellent à une mutualisation et une clarification des objectifs réalistes

Le suivi et l'évaluation des expérimentations sont des leviers essentiels pour mesurer les avancées, ajuster les stratégies et démontrer l'impact des actions. Pourtant, les moyens humains et financiers consacrés à ces démarches varient fortement d'un projet à l'autre, ce qui entraîne des pratiques parfois peu systématiques ou insuffisamment rigoureuses. Les premiers retours d'expérience confirment que les partenariats avec des **organismes spécialisés** peuvent jouer un rôle décisif pour structurer et fiabiliser les évaluations.

Dans la perspective de mutualisation, le projet Intercaisses, lancé en 2024 et coanimé par VRAC France et le Réseau CIVAM, constitue un exemple particulièrement inspirant de capitalisation collective. Il réunit aujourd'hui treize initiatives locales de caisses alimentaires afin de construire une véritable boîte à outils issue des projets pionniers et transmettre ces apprentissages aux collectivités, associations et collectifs citoyens intéressés.

Il demeure néanmoins indispensable de définir des objectifs de suivi-évaluation proportionnés aux ressources disponibles, afin d'éviter des attentes irréalistes qui pèseraient sur les équipes de terrain. Cette structuration est déterminante pour accompagner la montée en maturité des initiatives, améliorer la qualité des données recueillies et fournir aux financeurs des informations fiables pour piloter leurs soutiens et orienter les stratégies à moyen et long terme.

Livrables

Les livrables de cette étude s'articulent autour de quatre volets complémentaires.

- Le premier est un **rapport** qui dresse un premier état des lieux sur les expérimentations locales inspirées de la Sécurité Sociale de l'Alimentation en cours, accompagné d'une synthèse de quatre pages pour en diffuser les principaux enseignements.
- Le second est un **guide méthodologique**, proposant des outils et retours d'expériences inspirants pour accompagner le suivi et l'évaluation des projets.
- Le troisième volet comprend **deux tableaux structurants**, destinés en priorité aux financeurs et disponibles sur demande : un descriptif, qui recense les expérimentations et leurs caractéristiques clés, et un analytique, qui permet de les comparer selon différents critères.
- Enfin, une **cartographie interactive** permet de visualiser l'ensemble des expérimentations recensées, d'appliquer des filtres selon plusieurs variables et d'accéder aux informations de chaque dispositif.







